

L'injustice climatique : le discours occidental et la guerre contre Gaza

28 mai 2024



Fillette palestinienne dans une rue de Rafah... - Photo : Saïd Khatib, via ledevoir.com

Par [Manal Musa](#)

Mémoire de recherche ([version anglaise](#)) de Manal Musa révisé par Firas Jaber, et la [version française](#).

Résumé :

Après la guerre en Ukraine, les yeux se sont largement ouverts sur l'évaluation de l'impact de la guerre sur les populations, l'économie et les systèmes environnementaux. La première évaluation des dommages climatiques causés par une guerre a été lancée par De Klerk, et al [1], sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. L'impact des opérations militaires sur le climat a été abordé pour la première fois lors de la 28e conférence des parties des Nations unies sur le changement climatique (COP28) à Dubaï, reconnaissant que la fragilité et les conflits augmentent la vulnérabilité et l'exposition des populations aux risques climatiques (COP28 2023) [2].

Soulignant que la déclaration des émissions de GES par les gouvernements à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est volontaire, les gouvernements ne seraient pas obligés de rendre compte de leurs activités militaires ou de divulguer leurs méthodes de calcul [3]. Le plaidoyer lié à la guerre entre la Russie et l'Ukraine a permis d'initier la première discussion sur les émissions militaires à la COP28 [4], et d'organiser la première conférence sur « les émissions de GES liées à l'armée et aux conflits, de la compréhension à l'atténuation », qui s'est tenue en septembre 2023 [5]. L'OTAN a indiqué que l'institution réduirait ses émissions d'au moins 45 % d'ici à 2030 et qu'elle atteindrait un niveau net de zéro d'ici à 2050 [6], en précisant que cette mesure s'applique à l'organisation, sans préciser si l'OTAN souhaite que les pays membres s'y conforment ou non !

L'établissement d'une corrélation entre les émissions de guerre et la crise climatique a été un précédent après la guerre entre la Russie et l'Ukraine ; cependant, lorsque la guerre génocidaire contre Gaza a éclaté, peu de chercheurs ont entamé des travaux statistiques pour identifier les émissions intermédiaires de la guerre en cours dans/sur la bande de Gaza, au sud de la Palestine, motivés par des buts et des objectifs différents. De telles initiatives contribuent à sensibiliser le public à l'impact catastrophique de la guerre en cours, où il est essentiel pour les Palestiniens de mettre en évidence l'écocide et ses impacts, y compris ceux sur le climat, et en particulier après les discussions sur l'impact militaire sur le climat lors des événements parallèles de la COP, bien que cela reste délibéré en raison des pressions exercées par les États-Unis pour ne pas rendre obligatoire la déclaration des émissions militaires [7].

L'État d'apartheid a exploité par la force les ressources naturelles, détruit les systèmes écologiques et empêché les Palestiniens vivant sous l'occupation d'accéder à leurs propres ressources ou de les utiliser au cours des 76 dernières années. Bien que la communauté internationale identifie la Cisjordanie et Gaza uniquement comme des territoires palestiniens occupés, l'exploitation évidente des ressources et l'interdiction faite aux Palestiniens d'accéder à ces ressources sont considérées comme une violation des droits de l'homme [8].

La Palestine étant vulnérable aux impacts climatiques, des plans d'action d'adaptation au climat ont été élaborés pour six secteurs vulnérables : l'agriculture, l'énergie, la santé, les transports, les déchets et l'eau, en référence au plan national d'adaptation (PAN) [9]. Le rapport sur la CDN de la Palestine a souligné que l'occupation « israélienne » réduit considérablement les capacités d'adaptations de l'État de Palestine, aggravant ainsi les vulnérabilités climatiques [10]. Il est important de noter que les émissions palestiniennes proviennent des secteurs des transports et de l'énergie, principalement pour la consommation d'électricité des ménages. La Palestine n'a pas d'armée et n'est pas autorisée par les traités internationaux à disposer de matériel militaire lourd. Il convient de mentionner que les plans d'adaptations ne sont pas uniquement destinés à lutter contre les effets du climat, mais aussi à surmonter le vol et les restrictions d'accès aux ressources naturelles des Palestiniens imposés par l'occupation.

La guerre contre Gaza a eu sa part d'analyse de l'impact climatique et différentes publications ont cherché à mettre en lumière l'impact de la guerre d'un point de vue différent et en appliquant une méthodologie différente pour calculer les émissions.

Prise de conscience ou armement de la guerre contre les émissions de gaz à effet de serre ?

Cette section présente une analyse, sous différents angles, de la méthodologie scientifique utilisée dans l'analyse des émissions de gaz à effet de serre (GES), exprimées en équivalent dioxyde de carbone (CO₂), générées pendant la guerre génocidaire contre Gaza, en se concentrant sur les impacts immédiats et le contexte lié à la guerre génocidaire. Il s'agit également de savoir si les facteurs écologiques et environnementaux abordés dans la recherche, en particulier dans le mémoire de recherche de Neimark, et al, et le discours occidental sur le climat sont politiquement neutres, ou ont-ils suivi un modèle de partialité à l'égard de la Palestine et, dans le contexte global, contre les sociétés colonisées ?

Les méthodologies scientifiques

Avant d'analyser les résultats des publications, il serait important de souligner les impacts climatiques antérieurs à la guerre. La Palestine est vulnérable au changement climatique, l'occupation « israélienne » réduisant considérablement les capacités d'adaptation de la Palestine, aggravant ainsi les vulnérabilités climatiques¹¹.

La contribution de la Palestine aux émissions mondiales est négligeable, estimée à 3,2 Mt de CO₂ en 2011 [12]. D'autre part, les émissions annuelles de référence d' « Israël » ont été mesurées à 79 Mt de CO₂ en 2015 [13], reflétant les déchets, la production d'électricité, l'intensité énergétique, l'industrie et les rapports

volontaires sur les impacts climatiques des secteurs des biens et services, et ont identifié un objectif actualisé de 58 Mt de CO₂, ce qui correspond à une réduction de 23 Mt de CO₂ ou 29 % des émissions totales d'« Israël » d'ici à 2030 [14].

Tout d'abord, un article publié à la mi-novembre 2023 dans le Jordan Times par Tamimi, Shehadeh et Otoom [15] résume les émissions totales de CO₂ résultant de diverses activités militaires « israéliennes », y compris les émissions provenant (de la consommation de carburant, des munitions, de l'utilisation de TNT, de la démolition de bâtiments et de la reconstruction d'infrastructures civiles) au cours du premier conflit de 35 jours à environ 60,304 millions de tonnes de CO₂, et recommande de prendre en compte les facteurs environnementaux dans tous les efforts de redressement.

En concentrant l'analyse sur la note de recherche de Neimark et al [16] publiée le 5 janvier 2024 et mise en avant par le Guardian [17] et les agences gouvernementales palestiniennes, c'est-à-dire l'Autorité palestinienne pour la qualité de l'environnement (AQE), la note identifie les émissions résultant de la machine de guerre contre Gaza et « Israël ». Il conclut que les deux premiers mois de bombardements continus de l'armée sur Gaza depuis l'air, la mer et la terre, en plus de l'invasion terrestre, ont entraîné des émissions supérieures à celles de 20 pays individuels [18].

Le dossier de recherche indique clairement que la méthodologie est ad hoc et propose des hypothèses sur les émissions résultant des différents engins militaires utilisés dans les airs, sur terre et en mer, qui étaient censés être utilisés par l'armée « israélienne » et la résistance palestinienne pendant les événements, en tenant compte des émissions liées à la livraison de l'équipement militaire à « Israël », à la construction de tunnels et de murs avant la guerre, ainsi qu'à la reconstruction des bâtiments démolis, et il fournit des recommandations pour la prochaine estimation.

La mise en évidence des facteurs contextuels dans l'estimation des émissions n'a pas été abordée dans le dossier, y compris les émissions résultant de la destruction du couvert végétal, l'occupation ayant délibérément déraciné/brûlé plus de 50 000 arbres/plantes dans la seule ville de Gaza [19]. En plus de l'impact significatif associé à la destruction massive de bâtiments en béton, d'installations, d'infrastructures et (des déchets solides organiques dissipés et des eaux usées), où seule la reconstruction a été abordée dans le mémoire, en se référant à la méthodologie du premier article dans le calcul.

Compte tenu du nombre alarmant de bâtiments détruits et des débris associés, y compris 290 000 unités partiellement endommagées (jusqu'à 40 %) et 70 000 unités entièrement endommagées jusqu'au 7 mars 2024 [20], et de la production d'environ 22,93 millions de tonnes métriques de débris résultant de la destruction de propriétés, principalement des unités résidentielles, dans toute la bande de Gaza²¹. Par conséquent, les émissions associées à la destruction des bâtiments devraient s'élever à 252 millions de tonnes d'émissions de CO₂e, si le calcul tient compte des hypothèses suivantes chaque 1 000 tonnes métrique de déchets de démolition entraîne 110 000 kg (110 tonnes) d'émissions de CO₂ [22], en attribuant cette valeur à la quantité de débris 22 930 000 tonnes métriques. D'autre part, les émissions actualisées liées à la reconstruction s'élèveraient à 105,1 millions de tonnes de CO₂, soit 186 000 unités détruites [2]3 multipliées par 565 tonnes de CO₂ [24].

En ce qui concerne les livraisons d'armes à l'occupation « israélienne », où les expéditions outre-mer en provenance des États-Unis ont dépassé plus de 100 expéditions (une tous les jours et demi) [25] après 150 jours de guerre, en plus des livraisons militaires en provenance d'autres pays, sont d'une grande importance. Le rapport estime à 133 650 tonnes de CO₂ [26], ce qui représente 47,5 % des émissions résultant uniquement de la consommation de carburant des avions associés aux missions pendant deux mois seulement. Le rapport recommande également un calcul plus approfondi du réapprovisionnement à la fois à « Israël » et au « Hamas » [27]. Mais il est nécessaire de comptabiliser les émissions résultant de la chaîne d'approvisionnement (fabrication, transport et utilisation), étant donné que les dépenses dites de défense d'« Israël » ont augmenté de 8,3 milliards de dollars US après la guerre [28], en plus des milliards de dollars d'aide militaire.

D'autre part, il est important de souligner les livraisons massives de pétrole à « Israël » pendant la guerre génocidaire, selon une enquête de Oil Change International qui a été publiée dans le Guardian [29], y compris 3 camions-citernes de carburacteur JP8 en provenance des États-Unis, en plus du pétrole brut (1 440 kilotonnes (KT) d'Azerbaïdjan, 600 KT de Kazack/Russie, 260 KT du Brésil), et 120 KT de gazole sous vide (VGO) en provenance de Russie. En outre, de plus petites quantités non identifiées ont été acheminées par l'oléoduc Sumed [30]. Les émissions associées doivent être calculées en fonction de l'extraction, du transport et du raffinage du pétrole brut, ainsi que de son utilisation dans le cadre d'opérations militaires.

Le contexte : neutralité ou injustice

L'exposé de recherche met en équation la machine de guerre « israélienne » qui utilise à outrance des armes chimiques et biologiques contre les Palestiniens et leur environnement, et qui menace d'utiliser des armes nucléaires pour anéantir la bande de Gaza, et la résistance palestinienne qui, comme tous les Palestiniens de la bande de Gaza, survit (i) à un siège total depuis 16 ans, (ii) à une occupation qui exploite les ressources et a un impact sur le climat depuis 56 ans, (i) au déplacement forcé de leurs maisons dans la Palestine historique depuis la « Nakba » [31], et qui aspire à la liberté par tous les moyens.

Sur quoi se base-t-on pour mettre en évidence les impacts climatiques de la résistance palestinienne, dont les émissions sont estimées à 713 tonnes de CO₂ [32], ce qui représente 0,25 % des émissions immédiates ; un total de 281 315 tonnes de CO₂ [33] provenant de différents types d'artillerie, de bombardements et de livraisons de bombes à « Israël », ce qui est absolument insignifiant par rapport aux émissions provenant de différentes machines de guerre (bombardements, chars et véhicules « israéliens », et artillerie [34], ce qui représente un total de 146 952 tonnes de CO₂ 52,2 % des émissions totales. Notant que les dernières mises à jour des médias indiquent que les dépenses dites de défense ont augmenté de 8,3 milliards de dollars US après la guerre [35], et que plus de 45 000 bombes explosives [36] ont été larguées sur la bande de Gaza, contre 10 000 au cours de la brève période [37], la mise à jour des émissions par extrapolation donne plus de 30 000 tonnes d'émissions de CO₂, bien qu'une étude plus approfondie doive prendre en compte les types d'armes, les composés et le poids.

En outre, le mémoire aborde les émissions liées à la construction des tunnels dans une seule catégorie avec la construction du mur de siège de l'apartheid, en associant leur construction et leur utilisation à la guerre actuelle, et en justifiant la construction du mur de fer « israélien » pour surveiller les mouvements et dissuader les combattants du « Hamas » d'entrer en « Israël ». Le mémoire n'identifiait pas le mur comme un outil d'apartheid et de blocus, empêchant la circulation et l'accès de 2,3 millions de Palestiniens à Gaza depuis 16 ans.

En associant les facteurs connexes, le mémoire avait négligé l'impact climatique des cinq précédentes agressions « israéliennes » sur la bande de Gaza – les années 2008/2009, 2011, 2014, 2018 et 2021, où les Palestiniens disposaient de peu d'armes ou d'artillerie pour défendre leur existence, ou de fonds pour reconstruire les structures démolies. L'élimination de ces guerres passées en tant que facteur essentiel directement associé à la guerre actuelle et à la poursuite de l'occupation apartheid, qui, si elle est correctement prise en compte, amplifiera l'impact de l'occupation « israélienne » sur le niveau des émissions de GES, mais aussi la pollution associée de l'eau, du sol et de l'air, et la détérioration des effets sur la santé des Palestiniens en raison des émissions, de la pollution, du blocus, etc. provoquant une catastrophe prolongée à plusieurs niveaux.

En ce qui concerne la comptabilisation des émissions militaires, le mémoire a identifié la présence du budget de l'armée comme une information « inconnue » pour la partie palestinienne, éliminant le fait contextuel que les territoires palestiniens occupés ne sont pas autorisés à avoir une armée, que la résistance n'a pas d'armes avancées et que, théoriquement, elle n'aurait pas eu d'armes s'il n'y avait pas eu d'occupation prolongée.

Au contraire, les émissions militaires inconnues du côté de l'occupation pourraient être retracées à travers les budgets militaires et la chaîne d'approvisionnement, où la collecte de données et les hypothèses auraient

utilisé une approche similaire à ce qui a été mentionné dans le mémoire, car l'occupation abuse des articles de l'Accord de Paris en ne déclarant pas ses émissions militaires à la CCNUCC [38], de même que les autres pays qui fournissent Israël en matériel militaire.

D'un autre point de vue, le discours académique occidental sur le climat

Comparaison entre le récit de l'association des émissions dans le cadre d'autres conflits et la déclaration des émissions militaires. Tout d'abord, dans le cas de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, bien que l'Ukraine dispose d'une armée officielle et reçoive une aide militaire internationale, son budget militaire a été augmenté pour acheter plus d'armes et d'équipements (plus de drones, de munitions, de missiles) [39]. Lors de la première conférence sur le déficit d'émissions militaires, l'Ukraine a débattu de la comptabilisation de ses propres émissions résultant de la guerre russo-ukrainienne contre la Russie [40], où la première conférence sur les émissions militaires a souligné que, bien que la comptabilisation soit nécessaire, il sera difficile pour les territoires occupés [41], sans spécifier les pays sous occupation.

Deuxièmement, le document de la conférence souligne que les émissions des forces armées des États-Unis et du Royaume-Uni ont fluctué au fil des ans [42], sans mentionner les opérations militaires associées, liées directement au déclenchement des guerres ou indirectement à l'approvisionnement en carburant et en matériel militaire dans les zones de conflit.

Le document de la conférence a également mis en évidence une baisse à long terme des émissions et a associé cette réduction au passage du charbon au pétrole et au changement des flottes, il a fait valoir la nécessité de se concentrer sur les technologies de décarbonisation pour réduire les émissions militaires, les stratégies de changement [43], la recommandation la plus étonnante étant de recruter des jeunes sensibilisés au climat pour améliorer la réputation institutionnelle⁴⁴, plutôt que d'appeler à des initiatives de paix ou à une responsabilité fondée sur les droits de l'homme pour les opérations et le personnel militaires d'un pays !

Alors que les universités et l'industrie occidentales discutent encore du recrutement de personnel militaire conscient des problèmes climatiques, des organisations à but non lucratif tentent d'exposer les pays et les compagnies pétrolières complices de l'approvisionnement en pétrole d'« Israël » pour alimenter la guerre, notamment l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Russie, le Brésil, le Gabon et les États-Unis et, dans une moindre mesure, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Irak et les Émirats arabes unis (EAU) par l'intermédiaire de l'oléoduc Sumed. BP, Chevron, ExxonMobil, Shell et Total Energies [45], ainsi que David Boyd, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et l'environnement, qui a déclaré que toutes les livraisons à l'armée « israélienne » depuis la décision de la CIJ contribuent à d'horribles violations des droits de l'homme et pourraient être complices d'un génocide [46].

Hypocrisie climatique et blanchiment écologique ? La COP 29 se tiendra en Azerbaïdjan qui a fourni à « Israël » plus de 1 440 (kt) de pétrole brut depuis octobre 2023 [47], et alors que de nombreuses compagnies pétrolières et gazières mentionnées ont rejoint les signataires pour réduire les émissions de carbone qui représentent 15% des émissions mondiales (5,1 milliards de tonnes (Gt) de CO₂ en 2022) [48] à zéro net d'ici 2050 et réduire les émissions de méthane à zéro net d'ici 2030, lors de la dernière COP [49].

Compte tenu de ce qui précède, il est essentiel de clarifier pourquoi un impact mineur de 0,25 % des émissions totales résultant des missiles utilisés par la résistance palestinienne a été mis en évidence et pris en compte à un tel niveau de détail dans une publication universitaire internationale. Pourquoi le rapport de recherche justifie-t-il les actions de l'occupation avant la guerre, et normalise-t-il le récit « israélien » en justifiant que ces actes visaient à « protéger Israël » des attaques de la résistance et à dissuader la résistance du peuple autochtone. Pourquoi un mémoire de recherche, bien qu'il mentionne la souffrance humaine et l'histoire injuste des Palestiniens sous le régime colonial, tenterait-il, par une comparaison descriptive, de mettre sur un pied d'égalité les impacts des forces d'occupation et de la nation vivant sous l'occupation dans les nombreux exemples décrits ci-dessus, et plus encore dans ses recommandations. Bien que les chiffres soient éloquentes, les impacts sont négligeables. Pourquoi le récent débat sur la complexité de l'association

des émissions aux territoires sous occupation ne serait-il pas mis en évidence pour les territoires palestiniens occupés, à moins que cela ne soit uniquement destiné à l'Ukraine.

La guerre actuelle a mis en lumière le problème de l'image des autres immoraux, y compris les allégations du dossier de recherche passées sous silence des résultats factuels importants destinés à envoyer un message alarmant contre l'impact du régime colonial sur l'environnement et le climat.

Un incident impliquant la résistance palestinienne est passé inaperçu en raison de son impact sur le climat. Bien qu'« Israël » n'ait jamais été mis en cause pour ses violations des droits de l'homme par l'exploitation forcée des ressources naturelles, la destruction des systèmes écologiques et l'interdiction faite aux Palestiniens d'accéder à leurs ressources [50], et l'impact climatique associé sur l'environnement et le peuple palestiniens, un exemple est le détournement du Jourdain pour construire une ville verte dans le Néguev, le désert palestinien ; la destruction du bassin et de l'écosystème du Jourdain [51], et la destruction du désert, de son peuple indigène et de ses écosystèmes pour construire des villes de haute technologie consommatrices d'eau. Ce cas spécifique a été salué par le directeur de la Commission européenne qui a commémoré la création d'« Israël » en avril 2023 [52]. Et malheureusement, il a attiré des chercheurs du monde entier, qui ont également facilité la normalisation des sciences de l'environnement et de l'eau, que ce soit par le biais de programmes conjoints ou même d'une collaboration académique indirecte. En surfant sur Internet, le lecteur découvrira de nombreux programmes conjoints impliquant principalement des universités européennes. L'un des nombreux exemples à soulever est celui d'une bourse sur le changement climatique et les ressources naturelles qui n'a pas divulgué son engagement indirect avec des universités « israéliennes » dans l'annonce et la description de la bourse, où la collaboration dans les activités ou les résultats de la recherche se produit sans information préalable ou consentement des participants [53] !

Si les méthodologies peuvent être discutées, les facteurs contextuels ne le sont pas, ce qui permet de conclure que les universités internationales ne sont pas neutres ou apolitiques lorsqu'elles abordent les facteurs écologiques et environnementaux des conflits, et qu'elles ont un parti pris pour le colonialisme et leur propre couleur de peau cachée sous la neutralité. Le mémoire de recherche et les nombreux exemples ci-dessus rejoignent les conclusions d'un récent article publié par Al-Marsad : « Dès le début, les institutions intellectuelles ont constitué une revendication symbolique de rationalité et de vérité, et elles ont commencé à former ces dualités ou à les adopter et à dessiner l'image de l'autre immoral, le démagogue descendant du bas de l'échelle de l'évolution humaine » [54]. L'article confirme également que même si des modifications terminologiques visant à réduire ces faits graves ont été utilisées au fil des ans, le monde universitaire occidental soutient toujours la survie et la poursuite du discours colonial, comme on l'a vu dans les exemples ci-dessus, où la marge du plafond de liberté d'expression ne menacerait pas le discours colonial [55].

Démonter le récit de l'injustice climatique

Il est important de garantir la justice en abordant les impacts et la source des impacts lors de l'évaluation des émissions climatiques liées à la guerre génocidaire contre Gaza. S'il est évident que les émissions liées à la Palestine sont négligeables et n'auraient même pas été générées si l'on considérait la cause première, il n'en reste pas moins que les émissions pertinentes ne devraient pas être prises en compte dans les études à venir.

En outre, les universitaires et les chercheurs palestiniens doivent engager une discussion afin de garantir l'élaboration d'une méthodologie d'émission de gaz à effet de serre qui soit sensible au contexte palestinien, en termes d'évaluation des impacts climatiques résultant de la guerre génocidaire contre Gaza. La méthodologie devrait d'abord identifier la base de référence pour le calcul des émissions, qu'il s'agisse du siège continu depuis 2007 ou avant, mais il serait important de corrélérer clairement les émissions de cette guerre avec les agressions précédentes sur Gaza. D'autre part, il convient d'identifier les émissions résultant de la destruction massive de la bande de Gaza, y compris les émissions résultant de la démolition des bâtiments, de l'arrachage de la couverture végétale et de la dissipation des déchets. En outre, identifier clairement les émissions liées aux opérations militaires (bombes, chars, navires, frappes (terrestres, aériennes, maritimes et opérations terrestres, etc.), ainsi que l'aide militaire (équipement, véhicules, pétrole)

et les impacts directs et indirects de la chaîne de transport et d'approvisionnement. Envisager une approche multidimensionnelle en collectant des données auprès de diverses sources, en croisant les méthodologies utilisées dans différentes études et en identifiant les facteurs communs [56].

Être juste et méthodologique dans l'estimation des émissions n'est pas le seul objectif, mais doit être considéré comme un outil de responsabilisation. L'occupation, ainsi que les fournitures militaires de tous les pays visant à soutenir l'occupation en tuant des Palestiniens et en détruisant l'environnement palestinien pendant la guerre génocidaire et plus particulièrement après l'arrêt de la CIJ, doivent être tenues pour responsables. Les estimations prouvant que l'occupation viole l'un des droits de l'homme palestiniens, l'environnement, un droit de l'homme reconnu, en détruisant l'atmosphère, l'eau et le sol palestiniens, élèvent au niveau de l'écocide l'environnement palestinien dans la bande de Gaza, en le rendant inhabitable, et corrélant ses impacts sanitaires et socio-économiques prolongés, devraient être utilisés dans la constitution d'un dossier judiciaire auprès de la CIJ et de la Cour pénale internationale, ainsi que d'autres forums internationaux, y compris les conventions des Nations unies sur les droits de l'homme et le climat (CCNUCC).

Il est indispensable de dénoncer la complicité des pays, de l'armée et du commerce du pétrole avec le colonialisme. Tenir les États-Unis et les autres pays et entreprises responsables de leurs fournitures à l'occupation « israélienne », ainsi que de leur impact significatif sur les émissions et de la souffrance humaine qui en découle. Il est clair que ces pays abusent des traités internationaux sur l'environnement et le climat, ainsi que du droit international humanitaire en faveur du colonialisme. Il serait important de lier les émissions à l'engagement du pays dans la CCNUCC et d'exposer leur hypocrisie ; présenter des visions ambitieuses pour la réduction des émissions climatiques dans les secteurs civils, éduquer le sud global sur les meilleures technologies pour s'adapter au changement climatique ; accepter les pratiques indigènes, mais refuser de rendre obligatoire la déclaration des émissions militaires ou de révéler leurs méthodologies ; puis contribuer à alimenter la guerre génocidaire avec des fournitures militaires et du pétrole.

Soulignant que ces pays sont toujours enracinés dans le colonialisme, leur engagement indirect ou direct dans des conflits dans le monde entier, et pas seulement en Palestine, entraîne une augmentation des émissions qui devrait être associée aux profils d'émissions de leurs pays et dont ils devraient être tenus responsables. Alertant sur le fait que l'augmentation des émissions causée par ces pays maintient le Sud global, et principalement les îles et les plaines, préoccupé par le destin de leur nation en raison des impacts climatiques, voire préoccupé par leur survie en raison du colonialisme également.

Enfin, il est absolument nécessaire d'alerter sur les failles dans la prise en compte du récit palestinien dans le monde universitaire et dans l'arène internationale, et de défendre les droits et l'environnement des Palestiniens. Placer les faits dans leur perspective morale, exposer les valeurs immorales cachées des universités occidentales, leur discours colonial et leurs préjugés, qui devraient être confrontés à un discours climatique indigène et anticolonial basé sur l'évidence. Et plus important encore, appeler les institutions académiques du Nord à se dissocier du récit colonial et de la collaboration avec les systèmes éducatifs des régimes coloniaux.

Notes :

- 1 De Klerk, Lennard, et al., « Climate damage caused by Russia's war in Ukraine. » Climate Focus (novembre 2022). Consulté en mars 2024. Site web : <https://climatefocus.com/wp-content/uploads/2022/11/ClimateD>
- 2 « Déclaration de la COP28 sur le climat, les secours, le relèvement et la paix ». (décembre 2023). Consulté le 16 mars 2024. Site web : <https://www.cop28.com/en/cop28-declaration-on-climate-relief-recovery-and-peace>.
- 3 Linsey Cottrell. « The military's contribution to climate change. Observatoire des conflits et de l'environnement » (30 novembre 2023). Consulté le 2 mars 2024. Site web : <https://ceobs.org/the-militarys-contribution-to-climate-change/>

- 4 Doug Weir. « Les coûts climatiques de la guerre et des armées ne peuvent plus être ignorés ». The Guardian. (9 janvier 2024). Consulté le 19 mars 2024. Site web : <https://n9.cl/n2fpq>
- 5 « Conférence sur le fossé des émissions militaires 2023 : Les émissions de GES de l'armée et des conflits ; de la compréhension à l'atténuation ». Observatoire des conflits et de l'environnement (14 août 2023). Consulté le 9 mars 2024. Site web : <https://n9.cl/frykj>
- 6 Doug. « L'OTAN ne dira pas comment elle comptabilisera ses émissions de carbone »
- 7 Ibid
- 8 « L'exploitation par Israël des ressources palestiniennes est une violation des droits de l'homme, déclare un expert de l'ONU. » HCDH (19 mars 2019). Consulté le 9 mars 2024. Site web : <https://n9.cl/j0g57>
- 9 « The State of Palestine's First Nationally Determined Contributions (NDCs) Updated Submission » Octobre 2021. Consulté le 9 mars 2024. Site web : https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/Updated%20NDC_%20State%20of%20Palestine_2021_FINAL.pdf.
- 10 Ibid
- 11 Ibid
- 12 Ibid
- 13 « Update of Israel's nationally Determined Contribution under the Paris agreement » (Mise à jour de la contribution d'Israël déterminée au niveau national dans le cadre de l'accord de Paris). (juillet 2021). Consulté le 9 mars 2024. Site web : <https://n9.cl/8o73kr>
- 14 Ibid
- 15 Mohammad Tamimi, Ali Shehadeh, et Mwaffaq Ootom « Gaza conflict's environmental toll : A surge in carbon emissions ». (18 novembre 2023). Consulté le 2 mars 2024. Site web : <https://n9.cl/wyj7ck>
- 16 Benjamin Neimark, et al, « A Multitemporal Snapshot of Greenhouse Gas Emissions from the Israel-Gaza Conflict ». SSRN (5 janvier 2024). Site web : <https://ssrn.com/abstract=4684768> ou <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4684768>
- 17 Nina Lakhani. « Les émissions de la guerre d'Israël à Gaza ont un effet 'immense' sur la catastrophe climatique ». The Guardian (9 janvier 2024). Consulté le 2 mars 2024. Site web : <https://www.theguardian.com/world/2024/jan/09/emissions-gaza-israel-hamas-war-climate-change>.
- 18 Neimark et al. « A Multitemporal Snapshot of Greenhouse Gas Emissions. »
- 19 Municipality of Gaza (@munigaza), InfoGraphic of Damages after 150 of War. Plateforme X (11 mars 2024). Consulté le 11 mars 2024. Website: <https://x.com/munigaza/status/1767110965886403013?s=46>.
- 20 UNOCHA. 2024. Hostilités dans la bande de Gaza et en Israël – impact rapporté, 7 mars 2024 à 15h00. 7 mars. Consulté le 11 mars 2024. Site web : <https://www.unocha.org/publications/report/occupied-palestinian-territory/hostilities-gaza-strip-and-israel-reported-impact-7-march-2024-1500>
- 21 « Besoins humanitaires et mise à jour de la réponse | 27 février – 4 mars 2024. », OCHAOPT (8 mars 2024). Consulté le 9 mars 2024. Site web : <https://n9.cl/bh69a>.
- 22 Mohammad, « Gaza conflict's environmental toll »
- 23 Estimation des unités détruites (70 000+290 000*0,4) (186 000).
- 24 Mohammad, « Gaza conflict's environmental toll »
- 25 Sharon Zhang. « Report : US Has Secretly Sent Israel Over 100 Weapons Shipments in Last 150 Days » (Les États-Unis ont secrètement envoyé à Israël plus de 100 cargaisons d'armes au cours des 150 derniers jours). Truthout (6 mars 2024). Consulté le 14 mars 2024. Site web : <https://truthout.org/articles/report-us-has-secretly-sent-israel-over-100-weapons-shipments-in-last-150-days/>
- 26 Neimark, « A Multitemporal Snapshot of Greenhouse Gas Emissions »
- 27 Ibid, 13

- 28 Galit Altstein, « Israel Sees Defense Spending Rising \$8 Billion as War Rages » Bloomberg (23 décembre 2023). Consulté le 9 mars 2023. Site web : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-12-25/israel-may-increase-defense-spending-by-8-billion-next-year>.
- 29 Nina Lakahni, « Revealed : Comment l'industrie pétrolière mondiale alimente la guerre d'Israël contre Gaza ». The Guardian (14 mars 2024). Consulté le 15 mars 2024. Site web : <https://www.theguardian.com/world/2024/mar/14/global-oil-industry-impact-israel-gaza-war>.
- 30 Ibid
- 31 « Quick Facts : The Palestinian Nakba (Catastrophe) » IMEU (5 avril 2023). Consulté le 9 mars 2024. Site web : <https://imeu.org/article/quick-facts-the-palestinian-nakba>
- 32 Neimark, « A Multitemporal Snapshot of Greenhouse Gas Emissions »
- 33 Ibid
- 34 Ibid
- 35 Itstein, Galit. « Israel Sees Defense Spending Rising \$8 Billion as War Rages » (Israël voit ses dépenses de défense augmenter de 8 milliards de dollars alors que la guerre fait rage). BNN Bloomberg (25 décembre 2023) : <https://n9.cl/az0upo>
- 36 « Israël a largué 65 000 tonnes de bombes sur Gaza en 89 jours ». MEMO (4 janvier 2024). Consulté le 2 mars 2024. Site web : <https://www.middleeastmonitor.com/20240104-israel-dropped-65000-tonnes-of-bombs-on-gaza-in-89-days/>
- 37 Neimark « A Multitemporal Snapshot of Greenhouse Gas Emissions », 6-7
- 38 « Accords de Paris ». CCNUCC (novembre 2015). Consulté le 24 mars 2024. Site web : https://unfccc.int/files/meetings/paris_nov_2015/application/pdf/paris_agreement_english_.pdf
- 39 « Ukraine plans big rise in defence spending in 2024 draft budget ». Reuters (15 septembre 2023). Consulté le 9 mars 2024. Site web : <https://www.reuters.com/world/europe/ukraine-plans-big-rise-defence-spending-2024-draft-budget-2023-09-15/>
- 40 « Proceedings, Conference. 2023. Conférence sur le déficit d'émissions militaires »
- 41 Ibid
- 42 Ibid
- 43 Ibid
- 44 Ibid
- 45 Lakahni révélé : « Comment l'industrie pétrolière mondiale alimente la guerre d'Israël contre Gaza »
- 46 Ibid
- 47 Ibid
- 48 « Emissions from Oil and Gas Operations in Net Zero Transitions- A World Energy Outlook Special Report on the Oil and Gas Industry and COP28 ». International Energy Agency. (mai 2023). Consulté le 14 mars 2024. Site web : <https://n9.cl/ij0dq>
- 49 « COP28 : Fifty oil and gas companies sign net zero, methane pledges ». Global, S&P (2 décembre 2023). Consulté le 11 mars 2024. Site web : <https://n9.cl/kiqhi>
- 50 « L'exploitation par Israël des ressources palestiniennes est une violation des droits de l'homme, déclare un expert de l'ONU ». HCDH (19 mars 2019). Consulté le 9 mars 2024. Site web : <https://n9.cl/ps62x>
- 51 Smith, C. G. 1968. « The Disputed Waters of the Jordan ». Transactions of the Institute of British Geographers (40) : 111-228. Consulté le 9 mars 2024. Site web : <https://www.jstor.org/stable/621572>
- 52 EU in Israel (@EUinIsrael), X Platform. 26 avril 2023. Consulté le 9 mars 2024. Site web : <https://twitter.com/EUinIsrael/status/1651088583644594177?lang=en>
- 53 Q., H, entretien réalisé par M. Mousa. 2024. Chercheur (22 mars 2024)
- 54 Hala Ali et Firas Jaber. « L'institution universitaire occidentale et l'héritage colonial : Les limites de la liberté ! » Al-Marsad (13 janvier 2024). Consulté le 11 mars 2024. Site web :

<https://www.almarsad.ps/en/content/publications/the-western-academic-institution-and-the-colonial-legacy-the-limits-of-freedom.html>

- 55 Ibid
- 56 Question de ResearchGate : « Comment vérifier les méthodologies d'émission de GES lors des conflits armés, compte tenu de l'absence de facteurs convenus ou principaux et cohérents à prendre en compte ? » (14 janvier 2024). Site web : <https://n9.cl/r19jbs>

28 mars 2024 – *[Al Marsad](#)* – Traduction : *[Chronique de Palestine](#)* – Éléa Asselineau